

JEAN-CLAUDE TRICHET

Ancien président, BCE

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Est-il inhabituel en Europe de prendre un traité sérieusement ?

Marek BELKA, président de la Banque nationale de Pologne

De quel traité parlez-vous ?

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Vous avez accepté les règles de la Communauté européenne et vous avez fait ce que vous aviez à faire, en quelque sorte, mais si vous regardez l'histoire de l'euro, il y a au moins cinq pays qui n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû selon les règles du Traité sur le mécanisme européen de stabilité. Est-ce quelque chose que nous allons devoir accepter à l'avenir, ou cela va-t-il être différent ?

Jean-Claude TRICHET, ancien président, BCE

Marek a très bien expliqué les choses, et il a la vision multiple de quelqu'un qui a été ministre des Finances et Premier ministre de Pologne ainsi que banquier central. Alors quand je l'entends, cela me rappelle le courage qu'il a fallu pour traverser la restructuration douloureuse de l'économie polonaise, pour changer en profondeur l'économie et la société, et pour accéder à l'acquis communautaire. Ceci étant dit, en ce qui concerne la gouvernance de la zone euro, qui est de nature différente, il est absolument clair, selon moi, que c'était une énorme erreur de la France et de l'Allemagne de soutenir l'idée que le Pacte de stabilité et de croissance n'avait pas à être complètement respecté en 2003-2004. C'était leur position à l'époque sous la direction de l'Italie, donc trois gros pays dans la zone euro se sont alliés pour dire que le Pacte de stabilité et de croissance ne méritait pas d'être respecté.

C'était une erreur dramatique en termes de gouvernance de la zone euro. Je venais d'être nommé président de la BCE, et mon premier discours au Parlement européen était de dire que le Pacte de stabilité et de croissance était partie intégrante du cadre de la monnaie unique. Il était très audacieux de décider d'avoir une monnaie unique sans gouvernement fédéral, sans une fédération politique ni un budget fédéral, donc le cadre fiscal était absolument essentiel à la stabilité du système. Malheureusement, ce n'était pas la position des gros pays ni, au final, du conseil, et même si nous avons conservé en partie la lettre du Pacte de stabilité et de croissance, nous avons perdu son esprit.

Ceci étant dit, ce n'était pas le seul problème. Nous avons également découvert à la BCE qu'il n'y avait pas de véritable contrôle des indicateurs de compétitivité au sein de la zone euro, et dans la crise nous avons découvert que l'absence d'une union bancaire était un énorme inconvénient pour la zone euro dans son ensemble. Nous avons appris de la crise, et avons à présent renforcé le Pacte de stabilité et de croissance et de ce que je comprends, il doit être pleinement respecté. Nous avons payé un prix terrible lors de la crise pour n'avoir pas respecté le cadre. Le cadre est là, et il a été renforcé par la crise, donc il doit être respecté.

Deuxièmement, nous avons la PDM, la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques, qui est le deuxième pilier de la gouvernance et se concentre sur les indicateurs de compétitivité et les déséquilibres domestiques et extérieurs, y compris les déséquilibres comptables actuels au sein de la zone euro. C'est d'après moi également très important : la PDM est aussi importante que le PCS. Nous avons à présent aussi une union bancaire, donc les deux nouveaux piliers pour la gouvernance de la zone euro (PDM et union bancaire) ont été créés lors de la crise en tant que leçons qu'on en a tiré. Ces deux nouveaux piliers de gouvernance doivent être pleinement appliqués, mis en place et respectés. Mais ceci étant dit, nous devons aller plus loin et renforcer la branche exécutive : nous



avons besoin d'un ministère et d'un ministre des Finances de la zone euro, pas seulement pour la gouvernance fiscale, économique et financière de l'euro mais aussi pour le représenter dans les institutions internationales.

Nous devons aussi avoir un Parlement européen plus affirmatif en termes de statut des députés qui représentent la zone euro afin d'être certains de donner le dernier mot à ceux élus par suffrage universel d'une façon démocratique incontestable lorsque nous avons des problèmes difficiles à régler, comme par exemple entre la Grèce et les institutions européennes et les autres problèmes de ce style. Par conséquent, nous avons toujours beaucoup de travail, et un travail très difficile, devant nous, mais commençons par appliquer ce que nous venons de décider.